

Chronologie 1985 (*)

Environnement extérieur de la France

Politique

Événements internationaux

- IV. 26 — Réunion à Varsovie des dirigeants des pays membres du pacte de Varsovie (URSS, Pologne, RDA, Tchécoslovaquie, Roumanie et Bulgarie) qui reconduisent pour vingt ans le traité d'alliance politique et militaire signé le 14 mai 1985.
- V. 2-4 — Onzième sommet des sept démocraties les plus industrialisées à Bonn, où François Mitterrand est le seul à refuser la demande américaine qu'une date soit fixée pour l'ouverture de la future négociation commerciale au sein du GATT. Il annonce que la France ne participera pas à l'initiative de défense stratégique (IDS) proposée par Ronald Reagan.
- VII. 23 — L'accord de coopération nucléaire, paraphé pendant la visite à Pékin de Ronald Reagan en avril 1984, est signé à Washington au cours de la visite aux Etats-Unis du président chinois, Li Xiannian.
- 27 — La conférence internationale organisée par les Nations Unies à Nairobi (Kenya) depuis le 10 pour marquer la fin de la décennie de la femme, décidée à Mexico en 1975, s'achève, après des débats houleux, essentiellement politiques, par l'adoption de « stratégies d'actions pour l'an 2000 », préconisant des mesures pour améliorer la condition féminine.
- 30-31 — Des cérémonies sont organisées à Helsinki pour célébrer le 10^e anniversaire de la signature de l'acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), en présence des ministres des affaires étrangères des trente-cinq pays signataires.
- VIII. 5-6 — Les quatorze participants au XVI^e Forum du Pacifique sud, réunis aux îles Cook, signent un traité de dénucléarisation de la zone.
- 8-20 — Pour son troisième voyage en Afrique, Jean-Paul II se rend au Togo, en Côte-d'Ivoire, au Cameroun, en Centrafrique, au

(*) On trouve une chronologie pour les années 1972 à 1981 dans le numéro 1, et pour les années suivantes dans les numéros 3, 6 et 10 de la Revue.

Zaire, au Kenya et au Maroc. A Casablanca, le 19, il s'adresse à 80 000 musulmans réunis dans un stade et prône le dialogue avec l'islam.

- IX. 9 — Jean-Paul II, en voyage au Liechtenstein, prononce un plaidoyer pour les valeurs familiales. Le pape relance la conception catholique de la famille du mariage et du respect de la vie.
- 13-20 — A la suite de la défection d'un responsable du KGB en Grande-Bretagne, Londres expulse vingt-cinq Soviétiques pour espionnage. Après le renvoi, décidé le 14 par Moscou, du même nombre de Britanniques, Londres expulse, le 16, six autres Soviétiques, et Moscou, le 18, six autres Britanniques.
- 14 — L'OPEP fête son 25^e anniversaire, mais est en état de distensions internes.
- X. 24 — Au cours d'une journée commémorative l'ONU fête à New York ses quarante ans d'existence. A cette occasion, Ronald Reagan prononce un discours dans lequel il propose à l'URSS de rechercher de concert — parallèlement aux négociations sur le désarmement — la solution de cinq grands conflits régionaux : Afghanistan, Angola, Cambodge, Ethiopie et Nicaragua.
- XI. 1 — Le gouvernement néerlandais accepte l'installation sur le sol des Pays-Bas, à la fin de 1988, des 48 missiles de croisière prévus par la décision de l'OTAN de décembre 1979.
- 24 — Jean-Paul II ouvre les travaux du synode extraordinaire des évêques et les clos le 8 décembre en réaffirmant les grandes orientations du concile Vatican II : mise en chantier d'un catéchisme universel et réexamen des relations entre Rome et les églises locales.
- 19-21 — Sommet soviéto-américain à Genève, où Ronald Reagan s'entretient avec Mikhaïl Gorbatchev. Le 21 une déclaration commune est adoptée : « de sérieuses divergences demeurent » mais la rencontre a été « franche et utile ». Des accords bilatéraux sont signés ; Mikhaïl Gorbatchev ira à Washington en 1986 et Ronald Reagan à Moscou en 1987.

CEE

- I. 7 — Entrée en fonction de la nouvelle Commission européenne présidée par Jacques Delors, qui succède à Gaston Thorn.
- III. 29-30 — Le conseil européen de Bruxelles entérine l'accord conclu à l'aube du 29 entre les dix ministres des Affaires étrangères sur l'adhésion à la Communauté européenne, à partir du 1^{er} janvier 1986, de l'Espagne et du Portugal.
- IV. 17 — La France propose à ses partenaires européens le projet « Eurêka », qui vise à « mettre en place sans délai l'Europe

de la technologie ». Cette initiative est présentée en accord avec la RFA.

- VI. 12 — Les cérémonies de signature des traités confirmant l'adhésion, à partir du 1^{er} janvier 1986, du Portugal et de l'Espagne à la CEE ont lieu à Lisbonne, puis à Madrid.
- 28-29 — Au conseil européen de Milan un consensus ne peut être obtenu sur l'avenir institutionnel de la Communauté : la Grande-Bretagne, la Grèce et le Danemark votent contre la convocation d'une conférence intergouvernementale chargée de préparer le passage à l'union européenne. Par ailleurs, les Dix apportent leur soutien au projet « Eurêka ».
- VII. 17 — Les représentants de dix-sept pays européens (les douze membres de la CEE élargie, la Finlande, l'Autriche, la Norvège, la Suède et la Suisse), réunis à Paris pour les Assises européennes de la technologie, s'accordent pour le lancement d'« Eurêka ».
- VIII. 1 — Les négociations à cinq sur le projet de futur avion de combat européen (FACE) sont rompues : réunis à Turin les représentants de la Grande-Bretagne, de l'Italie et de la RFA décident de construire un appareil qui ne correspond pas aux besoins de l'armée française. La France refuse de s'associer à ce projet. L'Espagne, qui s'était d'abord jointe au refus de Paris décide, le 31, de signer l'accord de Turin.
- XI. 5-6 — Réunis à Hanovre (RFA), les ministres des Affaires étrangères et de la Recherche des dix-huit pays européens adoptent le texte de la charte concernant le projet « Eurêka » de coopération technologique et se mettent d'accord sur dix projets précis.
- XII. 2-3 — Le sommet qui réunit à Luxembourg les dix chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE est consacré à l'examen des projets de réforme institutionnelle de la CEE. Un accord est conclu en faveur d'une révision du traité de Rome qui permettrait d'accroître les pouvoirs du Parlement européen.

Afrique du Sud

- VII. 21 — L'Etat d'urgence est décrété dans trente-six districts de la région de Johannesburg et de Port-Elizabeth où, depuis septembre 1984, des affrontements, qui ont provoqué la mort de près de 500 personnes, se multiplient dans les cités noires.
- VIII. 6-11 — Des émeutes provoquent la mort de 73 personnes dans le faubourg de Durban, région où l'état d'urgence n'est pas en vigueur.
- IX. 14 — Sous la conduite du PDG de l'Anglo American Corporation, des hommes d'affaires sud-africains blancs ont rencontré, en Zambie, les chefs de l'ANC, l'organisation clandestine anti-apartheid.

Allemagne (République fédérale d')

- V. 12 — Elections régionales de Rhénanie-du-Nord-Wesphalie, où le parti socio-démocrate, dirigé par Johannes Rau, obtient 52,1 % des voix. Le parti chrétien démocrate du chancelier Helmut Kohl, avec 36,5 % des voix, subit une sévère défaite.
- IX. 18 — Johannes Rau est désigné comme candidat social-démocrate à la chancellerie pour les élections de janvier 1987.
- X. 27 — Réunis en congrès à Neu-Isenburg, près de Francfort, les Verts de Hesse acceptent, pour la première fois, de participer à un gouvernement régional, dirigé par les sociaux-démocrates.

Algérie

- IV. 16-21 — Benjedid Chadli effectue la première visite officielle d'un chef d'Etat algérien aux Etats-Unis.
- XII. 24 — Mort de Ferhat Abbas, ancien président du gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).

Argentine

- X. 28 — Raul Alfonsin instaure pour deux mois l'état de siège afin d'endiguer une vague d'attentats.
- XI. 3 — Aux élections législatives partielles, l'Union civique radicale (UCR), parti de Raul Alfonsi, augmente, de trois sièges, avec 132 députés, sa majorité absolue.

Belgique

- III. 15 — Le gouvernement accepte l'installation immédiate sur la base de Florennes de 16 des 48 missiles de croisière prévus par la décision de l'OTAN de décembre 1979.
- VII. 16 — Le roi Baudoin refuse la démission du gouvernement de Wilfried Martens, mais les élections législatives sont avancées au 13 octobre.
- X. 13 — Aux élections législatives la coalition de Wilfrid Martens obtient 115 des 212 sièges. Le 16 Wilfrid Martens forme le nouveau gouvernement.
- XI. 28 — Wilfried Martens présente son sixième gouvernement, qui reconduit la coalition entre sociaux-chrétiens et libéraux.

Brésil

- I. 15 — Tancredo Neves, opposant au régime militaire, est élu président de la République par le collège électoral réuni à Brasilia et obtient 480 voix, contre 180 accordées à Paulo Maluf, candidat du gouvernement. Il sera le premier civil chef d'Etat depuis 1964.

- III. 14 — Tancredo Neves est hospitalisé à la veille de son investiture.
- IV. 21 — Mort de Tancredo Neves. Le vice-président José Sarney lui succède et s'engage à appliquer les réformes prévues par le président défunt.
- V. 8 — Le Parlement adopte plusieurs amendements constitutionnels rétablissant l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel et légalisant le parti communiste, clandestin depuis 1947. Le président José Sarney présente, le 27, une importante réforme agraire.

Canada

- VI. 20 — René Lévesque, premier ministre du Québec depuis 1976, annonce sa démission de la présidence du Parti québécois.
- IX. 29 — Pierre Marc Johnson est élu président du Parti québécois. Il succède, le 1^{er} octobre à René Lévesque comme Premier ministre du Québec.
- XII. 2 — Aux élections provinciales, victoire écrasante du Parti libéral du Québec, avec 56 % des voix, sur le Parti québécois.
- 12 — Entrée en fonction du nouveau Premier ministre du Québec, Robert Bourassa, qui annonce la formation d'un gouvernement chargé de mettre en œuvre une politique économique très favorable à l'entreprise privée.

Chine

- IX. 18-23 — Réunion de la conférence nationale du PC où de nouveaux membres dirigeants sont élus, après la démission d'une centaine d'entre eux. Le 24 six nouveaux titulaires, dont aucun n'est militaire, sont élus en remplacement des dix membres du bureau politique qui avaient démissionné le 16.

Colombie

- XI. 13 — L'éruption du volcan Nevado del Ruiz provoque la mort de près de 25 000 personnes.

Egypte

- VII. 3 — Le gouvernement place sous son contrôle toutes les mosquées privées pour tenter de freiner l'expansion du courant islamique, qui réclame l'application immédiate de la charia (législation islamique). Une centaine d'extrémistes musulmans sont arrêtés le 13 et le 26.

Espagne

- VII. 4 — Le gouvernement de Felipe Gonzalez est remanié : six ministères changent de titulaires, dont ceux des Affaires étrangères et de l'Economie.

Etats-Unis

- I. 8 — James A. Baker, secrétaire général de la présidence est nommé secrétaire d'Etat du Trésor, Donald Reagan permutant avec lui.
- III. 28 — Le Congrès américain approuve définitivement la construction d'une série de vingt et un missiles intercontinentaux MX.
- V. 1-10 — Le voyage de Ronald Reagan en Europe suscite d'importantes manifestations de protestation dans les pays qu'il visite : il est en RFA jusqu'au 6, il se rend ensuite en Espagne, puis le 8, à Strasbourg et au Portugal.
- VII. 13 — Ronald Reagan est opéré d'un cancer du côlon. Dès le 20, il regagne la Maison-Blanche, tandis que ses médecins assurent qu'il « récupère superbement ». Le 23 il accueille le président chinois, Li Xiannian, en visite à Washington.
- IX. 10 — Ronald Reagan annonce des sanctions modérées contre l'Afrique du Sud pour protester contre la poursuite de la politique de l'apartheid. La vente de matériel informatique et de technologie nucléaire est interdite.

Grèce

- III. 28 — Christos Sartzetakis est élu président de la République par le Parlement grec, au troisième tour de scrutin, en obtenant juste les 180 voix nécessaires, après la démission le 10, de Constantin Caramanlis, président conservateur, élu en mai 1981, à qui le Premier ministre, Andréas Papandréou a refusé le soutien socialiste pour sa réélection.
- VI. 2 — Lors des élections législatives le parti d'Andréas Papandréou réussit à conserver la majorité absolue au Parlement : il obtient 161 des 300 sièges, contre 125 à la Nouvelle démocratie.

Inde

- V. 21-26 — Rajiv Gandhi se rend en URSS pour son premier voyage officiel à l'étranger.
- VI. 6-16 — Rajiv Gandhi se rend en visite officielle en France, du 6 au 10, puis à Alger et aux Etats-Unis du 11 au 16.

Iran

- III. 4 — Des bombardements de villes iraniennes et irakiennes se poursuivent pendant tout le mois, en violation de la trêve des attaques d'objectifs civils conclue en juin 1984.
- VIII. 15 — L'aviation irakienne lance une importante attaque contre le terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg. De nouveaux bombardements ont lieu le 25, puis le 30, mais les exportations iraniennes de brut semblent se poursuivre normalement.

Israël

- X. 2 — Le quartier général de l'OLP à Hammam-plage, à une quinzaine de kilomètres de Tunis, est bombardé par huit kfers israéliens, faisant une cinquantaine de morts. Ce raid est condamné, le 4, par le Conseil de sécurité, à l'unanimité moins une abstention, celle des Etats-Unis.
- XII. 27 — Deux attentats sont commis contre la compagnie israélienne El Al aux aéroports de Rome et de Vienne.

Italie

- VI. 9-10 — Bettino Craxi, président du Conseil, remporte une importante victoire au référendum organisé à l'initiative du parti communiste : 54,3 % des Italiens refusent d'abroger le décret-loi qui gèle partiellement l'échelle mobile des salaires.
- 24 — Francesco Cossiga (démocrate-chrétien) est élu président de la République dès le premier tour, avec 752 voix sur 977. Sandro Pertini (socialiste) renonce à ses fonctions le 29, sans attendre le 8 juillet, date officielle de l'expiration de son mandat.
- X. 17 — Bettino Craxi présente la démission de son gouvernement après l'affaire de l'Achille-Lauro, paquebot italien qu'un commando palestinien avait détourné le 7. Bettino Craxi, le 30, reconduit son gouvernement sans changement.

Liban

- XII. 28 — Les trois principales milices libanaises, chiite, druze et chrétienne signent à Damas, un traité proclamant la fin de l'état de guerre et définissant dans le détail les nouvelles structures institutionnelles de leur pays.

Lybie

- VIII. 5 — Des travailleurs immigrés, notamment tunisiens et égyptiens, sont expulsés de Lybie, après avoir été dépouillés de leurs biens. Ces expulsions provoquent une grave crise entre Tripoli et Tunis, qui décide de rapatrier l'ensemble de ses ressortissants. Plus de 27 000 Tunisiens (sur 90 000) sont expulsés avant la fin du mois.

Maroc

- X. 23 — Le roi Hassan II proclame un cessez-le-feu unilatéral au Sahara occidental et annonce l'organisation en janvier 1986 d'un référendum sous le contrôle de l'ONU.

Mexique

- VII. 7 — Aux élections législatives l'opposition ne parvient pas à ébranler la toute puissance du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis cinquante-six ans.
- IX. 19 — Un très violent séisme, qui fait au moins 10 000 morts, a lieu à Mexico.

Norvège

- IX. 8-9 — Le gouvernement conservateur au pouvoir remporte les élections législatives, en obtenant 78 sièges sur 157, dont 2 grâce au soutien du Parti du progrès (extrême droite).

Pérou

- XII. 27 — Le président Alan Garcia annonce que l'Etat prend le contrôle de tous les actifs de la compagnie américaine Belco Petroleum, qui produit environ 15 % du pétrole extrait du Pérou.

Pologne

- XI. 6 — Le général Jaruzelski devient chef de l'Etat. Zbigniew Messner lui succède à la tête du gouvernement.

Portugal

- VI. 13 — Les ministres membres du Parti social-démocrate démissionnent du gouvernement de coalition formé en juin 1983 avec le parti socialiste. Mario Soarès, chef de ce gouvernement, annonce son intention de renoncer à ses fonctions.
- VII. 12 — Après la rupture de la coalition de centre-gauche formée depuis juin 1983 par les socialistes et les sociaux-démocrates, qui a provoqué la démission du gouvernement de Mario Soarès, le Parlement est dissout et les élections législatives sont fixées au 6 octobre.
- X. 6 — Aux élections législatives, le Parti social-démocrate (PSD) de Antonio Cavaco Silva devient la première formation politique, avec 88 des 250 sièges. Le parti socialiste de Mario Soarès n'a plus que 57 sièges. Antonio Cavaco Silva forme, le 31, un gouvernement minoritaire socio-démocrate.

Suède

- IX. 15 — Olof Palme gagne les élections législatives pour la quatrième fois, avec 159 (– 7) des 349 sièges, malgré une nette progression (171 sièges : + 8) de l'opposition. Le PC obtient 19 sièges (– 1).

Royaume Uni

- IX. 2 — Au congrès des Trade Unions, tenu à Blackpool, les syndicats anglais apparaissent gravement divisés.
Margareth Thatcher procède à un remaniement partiel du gouvernement. Un tiers des membres du cabinet sont changés, notamment les ministres de l'Intérieur, de l'Irlande du Nord ainsi que le président du parti conservateur.
- X. 4 — Le Congrès annuel du Parti travailliste britannique s'achève. Il aura été marqué par une offensive spectaculaire du chef du Labour, Neil Kinnock, contre l'aile gauche du mouvement. Ayant tiré les leçons de la déroute historique de son parti aux élections de 1983, Neil Kinnock entreprend d'en transformer l'image de façon à le rendre plus acceptable aux yeux des électeurs modérés.
- XI. 15 — Margaret Thatcher et Garet Fitzgerald signent un accord qui prévoit la création d'une conférence intergouvernementale entre Londres et Dublin ayant un rôle consultatif dans la gestion des affaires de l'Irlande du Nord ainsi qu'un secrétariat permanent. La communauté protestante de l'Irlande du Nord manifeste son mécontentement à l'égard de ce projet.

Tunisie

- IX. 6 — Après un mois de crise tuniso-lybienne, Tunis rappelle ses nationaux. Ce geste marque la fin de toute coopération économique et commerciale entre les deux pays.
- 26 — Le président Bourguiba annonce la rupture des relations diplomatiques entre la Tunisie et la Lybie.

URSS

- III. 10-11 — Mort de Constantin Tchernenko. Mikhaïl Gorbatchev, âgé de 54 ans, est élu secrétaire général du Parti communiste soviétique.
- VII. 1 — Andreï Gromiko, ministre des Affaires étrangères depuis 1957, est élu, le 2, chef de l'Etat soviétique ; Edouard Chervardnadze lui succède.
- X. 2-5 — Mikhaïl Gorbatchev se rend en visite officielle en France où il s'entretient avec François Mitterrand des négociations sur la réduction des armements.

Economie

Evénements internationaux

- I. 1 — Selon le rapport du GATT les échanges commerciaux transpacifiques ont, en 1984, dépassé pour la première fois les échanges transatlantiques.

- 30 — Réunion des pays membres de l'OPEP, où treize d'entre eux approuvent une nouvelle grille des prix. Le prix de l'arabe léger saoudien, qui servait jusqu'alors de référence, baisse de 29 à 28 dollars le baril.
- IV. 11-12 — Les 24 pays membres de l'OCDE acceptent, sur la demande des Etats-Unis et du Japon, que se tienne « aussitôt que possible » un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales, dans le cadre du GATT, pour réduire le protectionnisme. Les pays du Tiers-Monde, membres du Comité intérimaire du FMI, réunis du 17 au 19 à Washington, se montrent réservés à l'égard de ce projet. François Mitterrand confirme, le 28, que la France demande que les négociations commerciales soient liées à des conversations sur une réforme du Système monétaire international.
- VII. 11 — Le scandale des vins autrichiens frelatés a des conséquences économiques très importantes : après la découverte d'une adjonction d'antigel, le vin autrichien est retiré de la vente dans la plupart des pays d'Europe, ainsi qu'aux Etats-Unis, au Canada et au Japon.
- IX. 22 — Les ministres des Finances des cinq principaux pays industrialisés (USA, Japon, Grande-Bretagne, RFA, France), réunis à New York, arrêtent en commun un certain nombre de mesures pour favoriser la baisse de la monnaie américaine. Les Etats-Unis s'engagent à ne pas recourir au protectionnisme. A la suite de quoi le dollar baisse brutalement (cf. Etats-Unis).
- 25 — Après quatre jours de débats à Genève, dix des treize pays de l'OPEP décident une baisse symbolique des prix de certains bruts. Le prix moyen pondéré de l'OPEP diminue de 0,5 % passant à 27,96 dollars à 27,82 dollars par baril, mais reste supérieur d'environ 2 dollars à la moyenne des prix sur le marché libre.
- X. 3 — A l'assemblée générale du FMI, réuni à Séoul, James Baker, secrétaire américain au Trésor, appelle la Banque mondiale et les banques commerciales à augmenter leurs prêts aux pays du Tiers-Monde les plus endettés.
- XII. 7-10 — Cinquième conférence des 13 pays membres de l'OPEP, où une nouvelle stratégie est adoptée, tendant à la défense de la part des marchés pétroliers des différents pays membres. Au cours des jours suivants une baisse des prix du pétrole est enregistrée.
- 20 — Les prévisions économiques de l'OCDE pour 1983 comportent des perspectives économiques favorables pour les pays industrialisés.

CEE

- II. 1 — En janvier le taux de chômage par rapport à la population active a atteint pour la première fois 12 % en données brutes : 13,7 millions de personnes sans emploi.

- VI. 13 — Le Parlement européen adopte le budget de la Communauté pour 1985, qu'il avait refusé de voter en décembre 1984.
- VII. 16 — Malgré le maintien d'un refus formel de la RFA d'abaisser le prix des céréales, le Conseil des ministres de l'Agriculture des Dix autorise la Commission à gérer le marché des céréales et à appliquer la baisse des prix de 1,8 % qu'elle avait proposée.
- X. 28 — Les ministres européens parviennent à un accord pour maintenir à leur niveau actuel leurs implantations agricoles en provenance des pays méditerranéens malgré l'adhésion de l'Espagne et du Portugal.
- 29 — Jacques Delors, président de la Commission européenne, propose aux Dix de franchir une nouvelle étape symbolique destinée à renforcer, à terme, leur coopération monétaire. Pour ce faire, il leur suggère dans un premier temps d'institutionnaliser l'existence du Système monétaire européen (SME) entré en vigueur le 13 mars 1979 à la suite d'un accord intergouvernemental, en inscrivant son existence dans le traité de Rome.
- Les ministres des Finances de la CEE décident que la Grande-Bretagne bénéficiera d'une ristourne de 1,66 milliard d'ECU (soit 1,33 milliard de dollars) sur les versements aux caisses de la Communauté en 1986.
- XII. 19 — Le SME est soumis à de nouvelles tensions du fait du franc belge, qui doit être soutenu, et d'une hausse générale du mark, qui passe légèrement au-dessus de son cours pivot de 3,066 F.

Afrique du Sud

- IX. 1 — Pour enrayer la fuite des capitaux Prétoria suspend tous les transferts financiers vers l'étranger et annonce un moratoire de quatre mois pour le remboursement des 12 milliards de dollars de sa dette extérieure à moins d'un an. Plusieurs grandes banques américaines et européennes suspendent les lignes de crédit à court terme destinées à couvrir des opérations commerciales avec l'Afrique du Sud.

Allemagne (République Fédérale d')

- I. 1 — Pendant l'année 1984 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2 % et en moyenne de 2,4 % par rapport à 1983 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 2 % et en moyenne de 3,5 % par rapport à 1983 ;
 - l'excédent commercial a été de 53,94 milliards de DM et celui de la balance des paiements courants de 17,8 milliards de DM ;

- à la fin de 1984 le nombre des chômeurs était de 2 252 000 millions, soit 8,3 % des personnes actives.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1985 la hausse des prix de détail a été de 0,7 %.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1985 la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1985 la baisse des prix de détail a été de 0,14 %.

Argentine

- VI. 14 — Raul Alfonsin annonce un très sévère plan de rigueur. Une nouvelle unité monétaire est créée, l'austral, qui vaut près de 1 000 pesos. L'Argentine obtient, le 24, de 300 banques internationales un crédit de 4,2 milliards de dollars.
- VIII. 27 — Le gouvernement de Raoul Alfonsin obtient d'un consortium international de 400 banques le rééchelonnement sur douze et dix ans des 14 milliards de dollars de la dette extérieure pour 1985.

Belgique

- I. 1 — Pendant l'année 1984 :
 - la hausse des prix de détail a été en glissement de 5,4 % et en moyenne de 6,3 % par rapport à 1983 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 11,4 % et en moyenne de 3,5 % par rapport à 1983 ;
 - le déficit commercial a été de 203,64 milliards de francs et celui de la balance des paiements courants de 27,5 milliards de francs ;
 - à la fin de 1984 le nombre des chômeurs était de 493 000, soit 13,9 % des personnes actives.

Brésil

- VIII. 26 — Francisco Dornelles, ministre des Finances, qui passait pour être partisan de la politique d'austérité prônée par le FMI, renonce à ses fonctions. Le président José Sarney nomme, pour lui succéder, Gilson Funaro, qui semble faire de la poursuite de la croissance une priorité.

Danemark

- III. 30 — Le Parlement adopte un projet « de contrat social » pour mettre fin à la grève générale des salariés du secteur privé déclenchée le 24, les négociations pour le renouvellement des conventions collectives ayant échoué.

Etats-Unis

- I. 1 — Pendant l'année 1984 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 4,0 % et en moyenne de 4,3 % par rapport à 1983 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 6,8 % et en moyenne de 11,3 % par rapport à 1983 ;
 - le déficit commercial a été de 107,924 milliards de dollars et celui de la balance des paiements courants de 101,5 milliards de dollars ;
 - à la fin de 1984 le nombre des chômeurs était de 8 191 000 millions, soit 7,1 % des personnes actives.
- 15 — Le dollar, en hausse, atteint les cours de 9,78 F et 3,20 DM.
- II. 4 — Ronald Reagan présente le projet pour l'année budgétaire 1986, commençant le 1^{er} octobre 1985 qui prévoit une hausse des dépenses publiques de 1,5 %. Les dépenses militaires devraient progresser de 12,7 %. Le déficit budgétaire de 222 milliards de dollars prévu pour l'année fiscale 1985, reviendrait à 180 milliards en 1986.
- 12 — Le dollar, toujours en hausse, passe la barre des 10 F : il est coté 10,02 F et 3,29 DM.
- 21 — Ronald Reagan s'explique à propos de la hausse du dollar. Selon lui la cause en est que les partenaires commerciaux des Etats-Unis n'ont pas « rattrapé » la reprise économique américaine.
- 26 — Le dollar atteint le niveau record de 10,61 F et 3,47 DM. Le 27, après l'intervention massive des banques centrales européennes, il redescend à 10,18 F et 3,33 DM.
- III. 15 — La fermeture pour trois jours de 71 institutions d'épargne et de prêts de l'Ohio provoque une baisse du dollar ; il est, le 20, en dessous de 10 F et le 29, coté à 9,42 F.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1985 la hausse des prix de détail a été de 0,7 %.
- 19 — Le dollar retombe à 9,10 F et 2,98 DM.
- V. 3 — Le dollar s'inscrit à 9,74 F et 3,19 DM.
- 10 — Ronald Reagan accepte une réduction du déficit budgétaire de 56 milliards de dollars, projet mis au point par les sénateurs.
- 18 — La Réserve fédérale baisse le taux d'escompte de 8 % à 7,5 %.
- 27 — Le dollar baisse à 9,40 F et 3,08 DM.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1985 la hausse des prix de détail a été de 1,2 %.

- 10 — Le cours du dollar, qui descend au-dessous du seuil des 9 F, atteint 8,94 F et 2,94 DM.
- VIII. 22 — Le dollar, toujours en baisse, est coté 8,41 F et 2,75 DM.
- IX. 7 — Le président Ronald Reagan, confronté à une forte pression du Congrès en faveur de mesures protectionnistes, menace de représailles la CEE, le Japon, le Brésil et la Corée du Sud, en raison de leurs « pratiques commerciales déloyales ».
- 23 — Le dollar, qui, le 12, était remonté au-dessus du seuil des 9 F, chute à 8,25 F et 2,70 DM à la suite de la réunion à New York des ministres des cinq principaux pays industriels (cf. ci-dessus événements internationaux).
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1985 la hausse des prix de détail a été de 0,7 %.
- 4 — Le dollar est coté à 7,96 F et 2,61 DM pour la première fois en dessous de 8 F depuis avril 1984.
- 15 — Franco Modigliani, d'origine italienne, mais citoyen américain, obtient le prix Nobel de l'économie pour ses études sur l'épargne et les marchés financiers.
- XII. 11 — Le Sénat (par 61 voix contre 31), puis la Chambre des représentants (271 voix contre 154) adoptent le projet de loi visant à relever à 2 000 milliards de dollars le plafond de la dette publique et à résorber sur cinq ans le déficit budgétaire.
- 30 — Le dollar, en repli sur toutes les grandes places internationales, s'échange à Paris à 7,56 F et 2,46 DM, soit son niveau le plus bas depuis mai 1983.

Grèce

- X. 14 — Le gouvernement Papandréou décide une série de mesure d'austérité, ainsi qu'une dévaluation de 15 % de la drachme.

Italie

- I. 1 — Pendant l'année 1984 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 8,8 % et en moyenne de 10,6 % par rapport à 1983 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 2,8 % et en moyenne de 3,1 % par rapport à 1983 ;
 - le déficit commercial a été de 19 164 milliards de liras et celui de la balance des paiements de 5 188 milliards de liras.
- IX. 30 — Le gouvernement adopte un projet de budget destiné à freiner la progression du déficit public, qui atteint 110 000 milliards de liras, en le ramenant de 15,6 % à 14,6 % du PNB grâce à des économies d'un montant de 18 000 milliards.

Japon

- I. 1 — Pendant l'année 1984 :
 - la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,6 % et en moyenne de 2,2 % par rapport à 1983 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 8,7 % et en moyenne de 11 % par rapport à 1983 ;
 - l'excédent commercial a été de 8 004 milliards de yens et celui de la balance des paiements courants de 8 313,9 milliards de yens.
 - à la fin de 1984 le nombre des chômeurs était de 1 610 millions, soit 2,6 % des personnes actives.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1985 la hausse des prix de détail a été de 0,15 %.
- 9 — Le gouvernement japonais annonce une série de mesures pour faciliter l'accès des produits et capitaux étrangers au marché nippon, jugées insuffisantes par le Congrès des Etats-Unis.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1985 la hausse des prix de détail a été de 0,8 %.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1985 la baisse des prix de détail a été de 0,03 %.

Pologne

- VII. 17 — Les représentants de dix-sept pays créanciers de la Pologne lui accordent le rééchelonnement jusqu'en 1996 de près de 12 milliards de dollars de sa dette extérieure.

Royaume Uni

- I. 1 — Pendant l'année 1984 :
 - la hausse des prix de détail a été en glissement de 5 % et en moyenne de 4,8 % par rapport à 1983 ;
 - la baisse de la production industrielle a été en glissement de 0,3 % mais en moyenne la production industrielle s'est élevée de 1,6 % par rapport à 1984 ;
 - le déficit commercial a été de 4,1 milliards de livres et l'excédent de la balance des paiements courants de 936 millions de livres ;
 - à la fin de 1984 le nombre des chômeurs était de 3 106 000, soit 13,1 % des personnes actives.
- 28 — La Banque d'Angleterre, qui avait relevé son taux d'intervention de 9,5 % à 10,5 % le 11, puis à 12 % le 14, le porte à 14 % pour tenter d'enrayer la chute de la livre sterling.
- III. 13 — Le gouvernement annonce la prochaine suppression de la Compagnie nationale des pétroles britanniques (BNOC).

- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1985 la hausse des prix de détail a été de 1,1 %.
- VII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1985 la hausse des prix de détail a été de 3,3 %.
- 9 — Londres lève l'embargo sur les importations en provenance de l'Argentine, trois ans après la guerre des Malouines.
- IX. 17 — Les Britanniques fourniront à l'Arabie Saoudite quelque quatre-vingt avions de combat et d'entraînement, pour un montant de 1,3 milliard de livres. Ce contrat comprend la vente de quarante-huit Tornado, chasseur-bombardier conçu par un consortium européen et concurrent direct du Mirage 2000.
- X. 1 — Au cours du troisième trimestre 1985 la hausse des prix de détail a été de 0,6 %.

Suède

- VI. 21 — La grève des fonctionnaires commencée le 2 s'achève après l'intervention personnelle d'Olof Palme. Le gouvernement accepte que les augmentations de salaires dépassent le plafond de 5 % qu'il avait fixé.

France

Politique

- I. 7 — Edgar Pisani, délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie rend public son projet qui propose pour ce pays un statut d'Etat indépendant associé à la France. « Pour soutenir les efforts d'Edgar Pisani », François Mitterrand se rend le 19 en Nouvelle-Calédonie où il rencontre les représentants des partis politiques et organisations socio-professionnelles.
- 21 — Valéry Giscard d'Estaing, au cours d'une conférence de presse, la première depuis qu'il a quitté le pouvoir, renouvelle ses appels à « l'union » de l'opposition et à l'élaboration rapide « des mesures à prendre pour engager la France dans la voie du libéralisme ».
- 25 — Laurent Fabius annonce un plan « informatique pour tous » qui prévoit l'équipement de tous les établissements scolaires en micro-ordinateurs avant la fin de 1985.
- II. 6-10 XXV^e Congrès du PCF à Saint-Ouen, au cours duquel Georges Marchais, réélu secrétaire général, dénonce dans son rapport introductif, adopté par 1 645 voix avec 58 absentions, « la politique social-démocrate de gestion de la crise » menée par les gouvernements Mauroy et Fabius. Pierre Juquin, écarté du bureau politique, est réélu au comité central.
- 13 — Jean-Pierre Chevènement présente la réforme des programmes de l'école primaire : priorité est donnée à l'acquisition des connaissances, à l'apprentissage de la lecture et du calcul.
- 19 — Laurent Fabius annonce que l'élection des conseils régionaux aura lieu en 1986 en même temps que les législatives, au suffrage universel et au scrutin proportionnel.
- III. 10 — Premier tour des élections cantonales, où l'opposition obtient 57,74 % (16,55 % pour le RPR et 17,89 % pour l'UDF) contre 41,44 % pour la gauche (24,58 % pour le PS et 12,63 % pour le PC). Le Front national obtient 8,67 % des voix. Après la publication des résultats Georges Marchais appelle les électeurs communistes à voter au second tour pour le candidat de gauche le mieux placé. Le 13, Jean-Marie Le Pen (Front national) invite ses candidats à se retirer là où leur

- maintien favoriserait la gauche après que Jacques Chirac (RPR) et Jean Lecanuet (UDF) eurent refusé tout désistement en faveur d'un candidat du Front national.
- 17 — Second tour des élections cantonales confirmant la percée de la droite, qui, obtenant 1 350 des 2 044 élus, gagne 381 cantons. L'extrême droite n'obtient qu'un siège.
- 22-25 — La gauche perd 10 des 36 présidences de conseils généraux qu'elle détenait, mais gagne la Guadeloupe et la Guyane. L'opposition a ainsi la présidence de 71 des 100 départements de métropole et d'outre-mer.
- IV. 3 — En Conseil des ministres Pierre Joxe annonce que les élections législatives de 1986 auront lieu à la proportionnelle à un tour dans le cadre départemental, avec répartition des restes à la plus forte moyenne. Un seuil de 5 % pour être élu sera fixé. Le nombre des députés passera de 491 à 577. L'opposition parlementaire, le PC et le MRG critiquent cette réforme du mode de scrutin.
- 4 — Michel Rocard, ministre de l'Agriculture, démissionne. Henri Nallet, conseiller technique, chargé du dossier agricole à l'Élysée, lui succède.
- 16 — Le bureau politique du PC affirme que le gouvernement « va de renoncement en renoncement au regard de tout ce que la gauche a depuis toujours incarné ».
- 20 — François Mitterrand, lors d'un Congrès de la ligue des droits de l'homme, estime que la participation des immigrés aux élections locales est « une revendication fondamentale qu'il faudra réaliser ». Mais il ajoute : « il faut d'abord gagner l'opinion pour ne pas être exposé à un désaveu général ».
- 25 — Un conseil des ministres extraordinaire consacré à la Nouvelle-Calédonie décide que le scrutin d'autodétermination ne sera organisé qu'après les législatives de 1986 et permettra de se prononcer sur le plan « d'indépendance-association » d'Edgar Pisani, au plus tard le 31 décembre 1987. Un régime transitoire va être mis en place après avoir été soumis au Parlement.
- V. 21 — Edgard Pisani est nommé ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie. Fernand Wibaux, ambassadeur au Liban, lui succède comme haut commissaire dans le territoire.
- VI. 5 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi relatif au plan triennal 1986-1988 pour la recherche et le développement technologique.
- 24-25 — François Mitterrand, en voyage officiel dans le Languedoc-Roussillon, subit des manifestations hostiles de militants de la CGT et du PC. A Carcassonne, le 25, il dénonce vigoureusement l'attitude du PC et lance un appel pour se rassembler « autour de la modernisation du pays ».

- 26 — L'Assemblée nationale approuve définitivement les projets de réforme électorale instituant la proportionnelle.
Le Conseil des ministres adopte le projet de loi relatif à la modernisation de la police, qui prévoit 5,34 milliards de francs de crédits supplémentaires de 1986 à 1990.
- VII. 10 — François Mitterrand, en visite dans le Vercors, estime qu'en cas de cohabitation avec la droite parlementaire, après les législatives de 1986, l'éventualité qu'il soit dessaisi de la conduite de la politique étrangère pourrait être assimilée à un « coup d'Etat ». L'opposition proteste vivement contre ces déclarations.
- 25 — Le projet de loi sur la modernisation de la police est définitivement voté. Un amendement déposé par les députés socialistes prévoit que des appelés du contingent pourront servir dans la police.
- 26 — L'adoption définitive du projet de loi relatif à l'évolution de la Nouvelle-Calédonie met fin à la session extraordinaire du Parlement, ouverte le 1^{er}.
- 31 — Après un mouvement préfectoral d'une ampleur exceptionnelle seuls 17 préfets restent en poste sur 100 nommés avant l'arrivée en juillet 1984 de Pierre Joxe au ministère de l'Intérieur.
- VIII. 8 — François Mitterrand invite Laurent Fabius, par une lettre rendue publique, à ordonner « sans délai une enquête rigoureuse » sur l'attentat perpétré contre le Rainbow-Warrior, navire du mouvement écologiste Greenpeace, qui a été coulé le 10 juillet dans le port d'Auckland (Nouvelle-Zélande), alors qu'il se préparait à partir en campagne contre les nouvelles expériences nucléaires en Polynésie française.
- 18 — François Mitterrand, dans une « directive » aux forces armées, « réitère l'ordre (...) d'interdire, au besoin par la force » toute intrusion étrangère à Mururoa.
- 8 — Le Conseil constitutionnel, saisi par des parlementaires de l'opposition, annule l'alinéa 2 de l'article 4 de la loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, relatif au nombre des conseillers élus par région. Dès le 9 le Parlement est convoqué en session extraordinaire à partir du 12 et la nouvelle loi, qui porte à 21 au lieu de 18 le nombre des conseillers de la région de Nouvelle-Calédonie, est définitivement votée le 20. Elle est promulguée le 24, après le rejet par le Conseil constitutionnel de nouveaux recours déposés par l'opposition. Les élections en Nouvelle-Calédonie sont fixées au 29 septembre.
Le Journal Officiel publie un décret modifiant 107 articles du code de procédure pénale et visant à améliorer la vie carcérale.

- IX. 3 — Georges Marchais, qui séjournait en URSS, est reçu par Mikhaïl Gorbatchev. Une déclaration commune est adoptée.
- 12 — François Mitterrand se rend à Mururoa, où il visite le centre d'essais nucléaire français. A son retour à Paris il réaffirme, le 15, que « la France poursuivra autant qu'elle le jugera nécessaire les expérimentations utiles à sa défense ».
- 20 — A la suite de l'affaire Greenpeace démission de Charles Hernu et révocation de l'amiral Pierre Lacoste, directeur général de la DGSE.
- 24 — Paul Quilès est nommé ministre de la Défense. Jean Auroux lui succède comme ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports.
- 29 — Aux élections régionales en Nouvelle-Calédonie la participation des électeurs est de 80,6 %. La prédominance du courant anti-indépendantiste est confirmée : il recueille 60,84 % des suffrages exprimés contre 35,18 % aux partisans de l'indépendance. Cependant, le découpage régional donne aux indépendantistes (FLNKS) le contrôle de trois des quatre régions créées par le nouveau statut du territoire. Seule la région de Nouméa reste dominée par le RPCR.
- X. 11-13 — Le Congrès du parti socialiste, réuni à Toulouse, aboutit à une synthèse entre la motion de Lionel Jospin et la motion rocardienne, qui avait obtenu 28,51 % des votes des militants lors des congrès fédéraux.
- 13 — A la conférence nationale du PCF à Nanterre Georges Marchais appelle les électeurs de gauche à sanctionner François Mitterrand et le PS qui « n'ont pas fait ce qu'ils avaient promis » et qui s'apprêtent à « coopérer avec la droite ».
- 16 — Ouverture à l'Assemblée nationale du débat sur le budget qui donne lieu à un face à face entre Valéry Giscard d'Estaing et Pierre Bérégovoy.
- 24 — Laurent Fabius, accompagné de Paul Quilès et de dix parlementaires, assiste à Mururoa à un essai nucléaire.
- 27 — Le coup d'envoi de la campagne des législatives est donné avec le face à face télévisé sur TF1 entre Laurent Fabius et Jacques Chirac.
- XI. 5 — Le système français de transmission RITA, mis au point par Thomson, est choisi pour équiper l'armée de terre américaine.
- 6 — Le Conseil des ministres adopte deux projets de loi qui empêchent un homme politique de cumuler plus de deux mandats électifs. Ces projets sont votés le 27 décembre par l'Assemblée nationale.
- 7-8 — François Mitterrand et Helmut Kohl se rencontrent à Bonn à l'occasion du 46^e sommet franco-allemand et apportent leur soutien à l'élargissement du programme Airbus.

- 12 — Jean-Pierre Chevènement présente la réforme des lycées, dont l'objectif est de doubler en quinze ans le nombre des bacheliers.
- 13 — Le Conseil des ministres adopte huit ordonnances et un projet de loi d'amnistie concernant la Nouvelle-Calédonie. Le 15, Edgar Pisani quitte, à sa demande, son poste de ministre de la Nouvelle-Calédonie qui est supprimé et est nommé chargé de mission à l'Élysée. Ses attributions sont confiées à Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur. Louis Mexandeau devient ministre des PTT et Charles Josselin est nommé secrétaire d'Etat chargé des Transports.
- 14 — François Mitterrand prononce un plaidoyer pour la solidarité Nord-Sud devant l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- 15 — Raymond Barre déclare qu'il ne se « prêterait pas à une exploitation électorale du thème de l'immigration ».
- Georges Fillioud dépose un amendement au projet de loi sur les télévisions privées, qui permettra d'installer de nouveaux émetteurs en haut de la tour Eiffel. L'opposition proteste vivement et Jacques Chirac, maire de Paris, qualifie de projet « d'hold-up légal ».
- 20 — Le gouvernement annonce que la concession d'une cinquième chaîne de télévision est attribuée à une société privée constituée par Jérôme Seydoux, Christophe Riboud et Silvio Berlusconi.
- 21 — François Mitterrand tient la quatrième conférence de presse de son septennat. Il déclare que « l'intérêt de la France est de poursuivre la politique conduite depuis 1981 » et demande aux Français de « faire bloc pour défendre les acquis sociaux, les acquis de liberté ».
- 29 — Laurent Fabius et Lionel Jospin ouvrent la campagne électorale du PS par un meeting qui réunit 8 000 personnes à Paris.
- XII. 4 — Avant son voyage officiel pour les Antilles du 4 au 7 décembre, François Mitterrand reçoit à l'Élysée le général Jaruzelski, chef du parti et de l'Etat polonais. Cette entrevue suscite de nombreuses réactions, François Mitterrand étant le premier dirigeant occidental à recevoir le général Jaruzelski. Tandis que le général juge sa visite en France « très positive », Laurent Fabius se déclare à la tribune de l'Assemblée nationale « troublé » par l'audience que François Mitterrand lui a accordée.
- 5 — Raymond Barre, invité sur Antenne 2 de l'émission « l'heure de vérité » renouvelle son hostilité à la cohabitation et affirme son image en dehors des partis.
- 9 — François Mitterrand déclare sur Europe 1 : « j'ai la conscience tranquille. Je me bats pour gagner ». Le 15, invité d'Yves

Mourousi, il assure « que la majorité (élue en mars 1986), verra naturellement le président lui confier le soin de gouverner. Les Français sont bien libres de voter pour qui ils voudront, mais il serait vraiment dommage qu'ils se privent des conquêtes sociales ».

- 19 — Robert Badinter présente son projet de nouveau code pénal : l'avant-projet sera remis au Conseil d'Etat avant d'être examiné par le Conseil des ministres à la mi-février.
- Jean-Pierre Chevènement annonce des mesures en faveur de la scolarité des enfants d'immigrés.
- 20 — Michel Giraud, président du Conseil régional d'Ile-de-France annonce la décision d'ouvrir en 1991 un parc Disneyland en Seine-et-Marne, à Marne-la-Vallée (23 000 emplois prévus), en accord avec la société américaine Walt Disney Production, qui avait mis la France et l'Espagne en concurrence sur ce projet.
- 21 — Vote par le Parlement du projet de loi sur les télévisions privées, avec l'amendement « Tour Eiffel » modifié à la suite de la demande du Conseil constitutionnel du 13.
- 23 — François Mitterrand se rend en Egypte à titre privé à l'invitation du président Moubarak.

Economie

- I. 1 — Pendant l'année 1984 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 6,7 % et en moyenne de 7,7 % par rapport à 1983 ;
 - la baisse de la production industrielle a été en glissement de 1,5 % et la hausse en moyenne de 2,6 % par rapport à 1983 ;
 - le déficit commercial a été de 19,8 milliards de francs et celui de la balance des paiements courants de 6,6 milliards de francs ;
 - à la fin de 1984 le nombre des chômeurs était de 2,406 millions, soit 10,1 % des personnes actives.
- 9 — Les banques abaissent leur taux de base de 12 % à 11,50 %.
- 23 — Georges Besse, PDG de Pêchiney, est nommé président du groupe Renault en remplacement de Bernard Hanon. Bernard Pache succède à Georges Besse.
- II. 1 — En janvier :
- hausse de 0,5 % des prix de détail,
 - déficit du commerce extérieur de 3,892 milliards de francs (cvs),

- augmentation du nombre des demandeurs d'emploi qui atteint 2,432 millions (cvs) en fin de mois.
- 5 — Le montant du premier emprunt d'Etat de l'année est porté de 15 à 20 milliards de francs.
- 13 — Quatre fédérations de fonctionnaires (la FEN, la CFDT, la CFTC et les autonomes) sur sept signent l'accord salarial dans la Fonction publique, qui prévoit une hausse des traitements de 4,5 %, ainsi qu'une clause de sauvegarde pour assurer le maintien du pouvoir d'achat si l'inflation dépasse 5,2 %.
- 14 — L'indice de la Compagnie des agents de change franchit pour la première fois la barre des 200 : la Bourse de Paris enregistre une hausse de 13 % en janvier et février.
- 18 — Laurent Fabius annonce le doublement de l'objectif fixé pour le nombre des TUC : 200 000 jeunes de 16 à 21 ans devront être employés à des travaux d'utilité collective avant la fin de 1985.
- 20 — Le Conseil des ministres approuve un projet de loi visant à autoriser la constitution d'entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée, ce qui permettra aux entrepreneurs individuels de séparer de leur patrimoine les biens affectés à leur entreprise.
- Le Conseil des ministres adopte des mesures encourageant le travail à temps partiel, en particulier pour les chômeurs de longue durée.
- III. 1 — En février :
- hausse de 0,5 % des prix de détail,
 - déficit du commerce extérieur de 6,5 milliards de francs (cvs),
 - baisse du nombre des demandeurs d'emplois à 2,421 millions en fin de mois (cvs).
- IV. 1 — En mars :
- hausse de 0,7 % des prix de détail, d'où 1,4 % au premier trimestre,
 - excédent du commerce extérieur à 600 millions de francs (cvs), d'où un déficit de 11 milliards de francs au premier trimestre,
 - baisse du nombre des demandeurs d'emplois à 2,415 millions en fin de mois (cvs).
- 3 — Le gouvernement autorise à nouveau les émissions d'emprunt obligataires en eurofrancs (suspendues en mai 1981) en raison de la bonne santé du franc.
- 10 — La société Manufrance, qui avait déposé son bilan le 4, est mise en liquidation.

- 21 — Edith Cresson confirme que les entreprises nationalisées resteront propriété de l'Etat à 100 %, mais leurs filiales peuvent s'ouvrir aux capitaux privés.
- 23 — Renault annonce que son déficit a été de 12,5 milliards de francs en 1984.
- 25 — Les Comptes de la nation indiquent que le pouvoir d'achat des Français a baissé en 1984, comme en 1983, de 0,7 %.
- V. 1 — En avril :
- hausse de 0,7 % des prix de détail,
 - le déficit du commerce extérieur est de 420 millions de francs (cvs),
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,400 millions (cvs) en fin de mois.
- 13 — Un accord sur le travail temporaire est conclu entre les partenaires sociaux à l'exception de la CGT.
- 15 — Pierre Bérégovoy annonce le prochain remboursement anticipé d'une partie de l'eurocrédit contracté en juin 1983 auprès de la CEE.
- 22 — L'Assemblée nationale vote un allègement de la taxe d'habitation pour les contribuables qui ne paient pas d'impôt sur les revenus.
- 28 — La CGT et le PC dénoncent la « pratique anti-ouvrière » du gouvernement, après l'évacuation par la police de l'usine SKF d'Ivry-sur-Seine, occupée depuis dix-neuf mois.
- VI. 1 — En mai :
- hausse de 0,5 % des prix de détail,
 - réduction du déficit du commerce extérieur à 120 millions de francs (cvs),
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,412 millions en fin de mois (cvs).
- 5 — Le Conseil des ministres adopte une série de mesures en faveur des demandeurs d'emploi non couverts par le système d'assurance-chômage.
- 6 — Le montant du deuxième emprunt d'Etat de l'année est porté de 15 à 20 milliards de francs.
- 11-15 — Réunion du 40^e congrès de la CFDT à Bordeaux, où est approuvé largement le rapport d'activité présenté par Edmond Maire.
- 13 — Le gouvernement décide plusieurs mesures d'économie pour permettre de limiter le déficit de la Sécurité sociale à un ou deux milliards de francs à la fin de 1985.
- 17 — La direction de la Régie Renault annonce la suppression en 1985 et 1986 de 21 000 des 98 000 emplois.

- 28 — Le Parlement approuve la création d'un abri fiscal pour les investissements dans la production audiovisuelle. Il autorise les établissements publics à caractère industriel et commercial, en particulier Gaz de France, à émettre des titres participatifs.
- VII. 1 — En juin :
- hausse de 0,4 % des prix de détail, d'où 1,8 % au deuxième trimestre,
 - la balance du commerce extérieur est excédentaire de 1,995 milliard de francs (cvs), d'où un déficit de 3,4 milliards de francs au deuxième trimestre,
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2,408 millions en fin de mois (cvs).
- Baisse du taux d'intérêt sur les comptes d'épargne (6 % au lieu de 6,5 % pour les livrets des caisses d'épargne).
- 11 — Le taux d'intervention de la Banque de France sur le marché monétaire, ramené de 10 1/8 à 9 7/8, descend, pour la première fois depuis 1979 au-dessous de 10 %. Il est à nouveau réduit à 9 5/8 le 17, et le taux de base des banques est abaissé le 19 de 11,25 % à 10,85 %.
- Les chantiers du Nord et de la Méditerranée (NORMED) annoncent 900 suppressions d'emploi supplémentaires, dont 700 à Dunkerque.
- 18 — Les organisations patronales et syndicales, sauf la CGT, signent un protocole d'accord sur l'assurance-chômage. Celui-ci envisage des mesures pour résorber le déficit de l'UNEDIC, qui pourrait être de 4 milliards de francs en 1985, et prévoit la revalorisation de l'allocation des chômeurs en fin de droits.
- 22 — Unimétal annonce la fermeture du train à poutrelles de Trith-Saint-Léger, sur le site de Valenciennes, après l'accord de répartition des productions d'acier signé le 4 avec le groupe luxembourgeois Arbed. Cette décision, contraire aux engagements pris en mars 1984 par Pierre Mauroy, suscite les protestations de l'ancien Premier ministre et d'importants remous au sein de la fédération du PS du Nord, malgré l'« engagement solennel » de Laurent Fabius, que la fermeture de l'usine (770 salariés) n'interviendra pas, tant que des emplois industriels de remplacement n'auront pas été « effectivement créés ».
- 23 — Le rapport sur les comptes de la Sécurité sociale annonce un résultat comptable excédentaire de 16,6 milliards de francs pour 1984, mais prévoit un déficit de 1,5 milliard de francs en 1985.
- 25 — Le projet de loi sur les congés de conversion pour les salariés menacés de licenciements économiques est définitivement voté. Il avait été approuvé, le 10, par le Conseil des

- ministres après l'échec des négociations entre les partenaires sociaux.
- VIII. 1 — En juillet :
- hausse de 0,4 % des prix de détail,
 - le déficit du commerce extérieur a atteint 3,8 milliards de francs (cvs),
 - légère augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2,414 millions en fin de mois (cvs).
- 27 — L'euro-emprunt de 4 milliards de dollars contracté en octobre 1982 est réaménagé. Après ce refinancement et celui de l'emprunt de 4 milliards d'ECU levé par la CEE pour le compte de la France en juillet 1983, l'Etat français a remboursé par anticipation plus d'1 milliard de dollars, d'où une économie budgétaire nette d'environ 100 millions de dollars.
- 29 — Les Pouvoirs publics désignent le groupe nationalisé CGE pour être, avec 40 % des parts, l'actionnaire principal de Framatome, le constructeur français de chaudières nucléaires, privé de l'un de ses deux actionnaires depuis le dépôt de bilan de Creusot-Loire. Le Commissariat à l'énergie atomique conserve une minorité de blocage avec 35 %.
- IX. 1 — En août :
- hausse de 0,1 % des prix de détail,
 - la balance du commerce extérieur est excédentaire de 4 millions de francs (cvs),
 - le nombre des demandeurs d'emploi a légèrement augmenté : 2,424 millions en fin de mois (cvs).
- 13 — L'Etat lance son troisième emprunt de l'année, d'un montant de 15 milliards de francs.
- 18 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi de finances pour 1986, qui prévoit une limitation à 3,6 % de la progression des dépenses de l'Etat. Le taux de l'impôt sur le revenu baisse de façon uniforme de 3 % et l'impôt sur les sociétés passe de 50 % à 45 % pour les bénéfices non distribués.
- 25 — Le Conseil des ministres adopte un projet de loi destiné à pénaliser davantage le cumul emploi-retraite.
- 27 — Selon une étude du CERC le pouvoir d'achat du revenu moyen des Français a doublé entre 1960 et 1983.
- X. 1 — En septembre :
- hausse de 0,1 % des prix de détail, d'où 0,9 % au troisième trimestre,
 - le déficit du commerce extérieur a atteint 2,616 milliards de francs (cvs), d'où un déficit de 6,4 milliards de francs au troisième trimestre,
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2,383 millions en fin de mois (cvs).

- 15 — Le syndicat CGT de l'usine Renault du Mans met fin à l'occupation de l'usine commencée le 8. Fin, le 21, de la grève à Billancourt, où les ouvriers CGT occupaient l'usine depuis le 10.
- 22 — Le CNPF présente ses propositions pour « une nouvelle politique économique » applicable après mars 1986. Le patronat prône une croissance plus forte par la stimulation de l'investissement, la restauration de la compétitivité des entreprises, la baisse des prélèvements obligatoires et la poursuite accélérée des opérations de privatisation.
- 28 — Edmond Maire déclare que « la vieille mythologie » réduisant l'action syndicale à la grève a vécu. Henri Krasucki répond en invitant les travailleurs à « refuser le syndicalisme du renoncement ».
- 29 — Les partenaires sociaux parviennent à un accord sur le financement de l'assurance-chômage, que la CGT refuse de signer.
- 30 — Adoption en Conseil des ministres de nouvelles mesures en faveur de la pauvreté pour l'hiver 1985-1986.
- XI. 1 — En octobre :
- hausse de 0,4 % des prix de détail,
 - la balance du commerce extérieur est excédentaire de 0,982 milliard de francs (cvs),
 - le nombre des demandeurs d'emploi, en baisse, est de 2,367 millions en fin de mois (cvs).
- 15 — Baisse du taux d'intervention de la Banque de France, de 9 1/8 à 8 3/4.
- 20 — Le Conseil des ministres adopte le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail. Une certaine flexibilité des horaires pourrait être introduite grâce à des accords paritaires par branche professionnelle. La CGT, FO et le CNPF s'opposent à ce projet.
- Diminution du taux de base bancaire de 10,85 % à 10,60 %.
- 22 — La hausse moyenne des cours de la Bourse de Paris atteint 6,5 % pour la semaine, la meilleure de l'année.
- 24-29 — Au 42^e congrès de la CGT des critiques très sévères à l'égard du gouvernement sont lancées. Une journée d'action contre le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail est prévue le 4 décembre.
- 28 — L'Etat lance un emprunt de 25 milliards de francs, le quatrième de l'année.
- XII. 1 — En novembre :
- hausse de 0,2 % des prix de détail,

- la balance du commerce extérieur est déficitaire de 0,486 milliards de francs (cvs),
 - le nombre des demandeurs d'emploi est en légère diminution : 2,355 millions en fin de mois (cvs).
- 4 — Nouvel accomplissement du contrôle des changes : pour les particuliers, des seuils ou des plafonds restés inchangés depuis assez longtemps sont relevés ; pour les entreprises, des mesures techniques encouragent les investissements directs à l'étranger.
- 12 — Le projet de loi sur l'aménagement du temps de travail est considéré comme adopté par l'Assemblée nationale en application de l'article 49 alinéa 3 de la Constitution.

Science et technique

- VI. 17-24 — Dix-huitième mission d'une navette spatiale américaine, la cinquième effectuée par Discovery, avec à son bord un Français, Patrick Baudry.
- IX. 2 — L'équipage de la navette spatiale Discovery a réussi à récupérer et réparer le satellite Syncom IV-3.
- 16 — Pour la première fois les Américains ont expérimenté, avec succès, au-dessus du Pacifique, dans des conditions réelles, un missile antisatellite de type ASAT. La cible, un satellite ancien gravitant à quelque 5 000 km de la terre, a été détruite.
- 19 — Aux Etats-Unis on sait désormais introduire un gène supplémentaire sur le chromosome d'une cellule déficiente, sur l'animal, et dans de rares cas, sur l'homme. Il ne saurait pourtant être question « d'agir » sur la descendance dans un avenir prévisible.
- X. 3-7 — Premier vol d'Atlantis, quatrième navette spatiale américaine.
- 18 — Le Centre national d'études spatiales (CNES) désigné l'Aérospatiale et Dassault pour construire Hermès, l'avion spatial que la France propose à l'Europe.
- 25 — La nouvelle numérotation téléphonique à huit chiffres entre en vigueur dans toute la France.
- XII. 14 — L'Institut Pasteur porte plainte contre l'Institut national de la santé américain qui ne reconnaît pas son test de détection du SIDA.

Cette chronologie a été établie par Sylvie Le Golvan